

Convention collective

**IDCC : 9881. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE
ET ENTREPRISES D'ÉLEVAGE**

(Vosges)

(14 avril 1969)

(Étendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 21 janvier 1970)

AVENANT N° 127 DU 16 JANVIER 2018

NOR : AGRS1897123M

IDCC : 9881

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Vosges ;

Entrepreneurs des territoires de Lorraine,

D'une part, et

Union régionale des syndicats CFTC ;

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT de Lorraine ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe II de la convention collective de travail du 14 avril 1969 concernant les exploitations de polyculture et d'élevage des Vosges est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Le Smic est un salaire de référence horaire, garanti par la loi et applicable à tous les emplois.

Aucun salarié ne peut percevoir un salaire inférieur, sous réserve des dispositions légales spécifiques à certains travailleurs.

Le Smic horaire est fixé à 9,88 € depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les salaires horaires et mensuels minima concernant les ouvriers et employés sont fixés comme suit :

Ouvriers et employés

(En euros.)

CLASSIFICATION professionnelle	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau I		
Échelon 1	9,88	1 498,50
Échelon 2	9,91	1 503,05
Niveau II		
Échelon 1	10,03	1 521,25
Échelon 2	10,10	1 531,87
Niveau III		
Échelon 1	10,25	1 554,62
Échelon 2	10,36	1 571,30
Niveau IV		
Échelon 1	10,78	1 635,00
Échelon 2	11,08	1 680,50

Les salaires horaires et mensuels minima concernant les techniciens et agents de maîtrise sont fixés comme suit :

Techniciens et agents de maîtrise

(En euros.)

CLASSIFICATION professionnelle	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Niveau I		
Échelon 1 – Technicien I	11,29	1 712,35
Échelon 2 – Agent de maîtrise et technicien	11,70	1 774,54
Niveau II		
Technicien Agent de maîtrise	13,06	1 980,81

Les salaires horaires et mensuels minima concernant les cadres sont fixés comme suit :

Cadres

(En euros.)

CLASSIFICATION professionnelle	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 151,67 heures)
Cadres – Niveau I. – Échelon 1	13,37	2 027,83
Cadres – Niveau I. – Échelon 2	14,55	2 206,80
Cadres – Niveau II	17,77	2 695,18

Les rémunérations à la tâche des salariés occupés à la récolte et au traitement des fruits sont fixées comme suit :

CHAPITRE 1^{ER} BASE DE CALCUL

Base de calcul : taux horaire du niveau I – échelon I + indemnité de congés payés de 10 %, soit :
au 1^{er} janvier 2018 : 9,88 € + 0,99 € = 10,87 €.

CHAPITRE 2 NORMES DE CUEILLETTE ET DE RÉCOLTE PAR PRODUIT

(En euros.)

	PRIX À LA CAISSE (caisse = 100 kg)
Mirabelles cueillies : 32 kg/heure	33,97
Mirabelles ramassées et triées : 60 kg/heure	18,12
Mirabelles tout-venant : 90 kg/heure	12,08
Mirabelles cueillies sur verger piéton	Gré à gré
Quetsches cueillies : 64 kg/heure	16,98
Quetsches ramassées et triées : 80 kg/heure	13,59
Quetsches tout-venant : 110 kg/heure	9,88
Fraises de plein champ, cueillies saines et mises en barquettes :	
– première et dernière semaines de cueillette : 10 kg/heure	108,70
– autres semaines : 15 kg/heure	72,47
Pommiers de moins de 3 mètres : 130 kg/heure	8,36
Pommiers de plus de 3 mètres : 110 kg/heure	9,88
Poiriers de moins de 3 mètres : 150 kg/heure	7,25
Poiriers de plus de 3 mètres : 130 kg/heure	8,36
Framboises de plein air en barquettes : 3,5 kg/heure	310,57
Cerises douces : + 3 mètres : 12 kg/heure	90,58
Cerises douces : – 3 mètres : 15 kg/heure	72,47
Cerises acides : 9 kg/heure	120,78
Myrtilles : 5,5 kg/heure	197,64

Les modalités de rémunération doivent être indiquées dans le contrat de travail écrit.

Un barème devra être remis au salarié lors de l'embauche, lorsqu'il est rémunéré à la tâche.

CHAPITRE 3 PESÉE

La pesée ou le comptage des caisses se fera en présence du salarié à qui sera remis un relevé journalier ou un bon pour chaque pesée.

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité départementale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE Grand Est, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours suivant sa signature.

Fait à Nancy, le 16 janvier 2018.

(Suivent les signatures.)